

Entretien n°1 avec Philippe BUTON

À l'occasion de la parution de son dernier livre, Histoire du gauchisme. L'héritage de Mai 68 (Perrin, 2021), son auteur nous a fait l'honneur de répondre durant une heure à diverses questions que nous souhaitions lui adresser. Philippe Buton est agrégé d'histoire, professeur des universités en histoire contemporaine à l'université de Reims Champagne-Ardenne. Spécialiste du communisme et de l'extrême gauche en France et en Europe, il a publié une thèse sur l'attitude du Parti communiste français à la Libération (Les lendemains qui déchantent. Le PCF à la Libération, Presses de Sciences Po, 1993). On peut mentionner en outre un ouvrage de synthèse sur la Libération, La joie douloureuse. La libération de la France, paru chez Complexe en 2004, ainsi qu'un ouvrage sur l'iconographie historique, La guerre imaginée. L'historien et l'image, chez Séli Arslan en 2002.

I. L'OBJET DU LIVRE ET SA METHODE

Pour commencer, pourriez-vous nous donner une définition du gauchisme ?

Il y a deux gauchismes, le gauchisme politique et le gauchisme culturel. Les deux sont importants, mais ils sont différents. Par gauchisme politique, j'entends les principales organisations d'extrême gauche, qui comptent trois tendances principales : les anarchistes, les trotskystes et les maoïstes, auxquelles s'ajoutent - comme dans toute typologie ! - les divers : le Parti socialiste unifié (PSU) ainsi que divers groupuscules. Ces organisations se sont constituées en opposition au régime capitaliste, bien sûr, mais en estimant aussi que le Parti communiste (PC) avait trahi. Ils sont donc « à la gauche » du PC.

Mais, plus important que le gauchisme politique, c'est le gauchisme culturel, c'est-à-dire des réflexes, un imaginaire, une culture au sens large du terme, qui ne sont pas nécessairement analysés ni assumés comme tels par les acteurs, mais qui témoignent d'un esprit de contestation. Ce gauchisme culturel entretient certes des liens avec le gauchisme politique, mais il s'en distingue. De plus, tandis que le gauchisme politique ne compte que quelques centaines de personnes avant Mai 68, puis quelques milliers après cette date, le gauchisme culturel compte quant à lui plusieurs millions de personnes. Ce sont elles qui ont transformé la France après Mai 68.

Est-il possible de faire une histoire scientifique d'un événement aussi chargé idéologiquement que Mai 68 ?

Pour presque tous les sujets de ce genre, on constate que l'on passe par quatre phases. Dans un premier temps, jusqu'à une vingtaine d'année après l'événement, c'est une écriture militante qui s'impose. Dans un second temps, d'autres ouvrages écrits par des journalistes essayent de proposer un regard plus distancé, mais avec les armes et les outils du journalisme. Avec le temps on trouve des mémoires et des témoignages de militants qui ont vécu l'événement, qu'ils soient favorables ou très critiques. Ce n'est qu'au bout de quelques décennies que les premiers travaux académiques commencent à apparaître. Pour Mai 68, des travaux de grande ampleur paraissent à l'occasion du cinquantième anniversaire en 2018. Tous ces travaux ne sont d'ailleurs pas le fait d'universitaires, mais peuvent aussi avoir été écrits par d'anciens militants devenus sérieux dans leur approche.

Outre les écrits publiés par ces différents groupes gauchistes, votre ouvrage présente l'originalité de s'appuyer sur les archives de la police et de l'armée. Est-il légitime de s'appuyer sur de telles sources ? Ces dernières sont-elles difficiles d'accès ?

Une double question se pose lorsqu'on est confronté à des archives qui, dans le cas de l'armée et de la police, émanent d'organismes viscéralement opposés aux groupes décrits. Tout d'abord, l'historien *peut-il* utiliser ces sources, ensuite le *doit-il* ? S'il le peut, c'est une question juridique : il faut laisser passer un temps assez long avant que cet accès ne soit autorisé. En ce qui concerne le gauchisme, c'est plus compliqué. Étonnamment, l'armée est la plus libérale en ce domaine : elle m'a accordé toutes les autorisations. En revanche, la police est plus frileuse : on apprend à faire la demande auprès de tel centre d'archives parce qu'il est plus libéral que les autres... On peut également employer d'autres biais : certaines archives de police sont également conservées dans les archives préfectorales, ce qui permet d'accéder à certaines enquêtes. Mais il n'y a pas de législation précise en la matière et tout dépend de pratiques qui varient de département en département. C'est la raison pour laquelle je consacre beaucoup de pages à Carcassonne, qui n'est pourtant pas un haut lieu du gauchisme, parce que toutes mes demandes de dérogations ont été accueillies favorablement dans le département de l'Aude. À Reims en revanche, dans la ville où je travaille, tout a été refusé.

Aujourd'hui, on peut donc consulter ces archives. Mais le doit-on ? Pendant très longtemps, les historiens ne l'ont pas cru, soupçonnant la police de mentir ou de ne rien connaître à ces groupes. Moi, je ne le crois pas. Bien sûr, ces sources ne disent pas la vérité, mais aucune source ne dit *la* vérité ; toute source est créée par son auteur et reflète l'univers mental de cet auteur. Il faut donc toujours, pour un historien, reconstituer l'univers culturel, politique, mental au sens large de celui qui a créé l'archive, afin d'en déterminer les biais. Un bon historien doit croiser les regards ; il n'y pas de regard noble, il n'y en a pas d'ignoble. C'est de la confrontation des points de vue qu'on peut espérer s'approcher d'une vérité, certes toujours relative.

Des autrices comme Michelle Zancarini-Fournel ou Isabelle Sommier ont travaillé sur les gauchismes en France. En quoi votre livre est-il différent ? Par son approche ou par ses thèses ?

Tout d'abord, je tiens à dire que vous me citez d'excellentes références. J'ai dirigé un séminaire à Sciences Po avec Isabelle Sommier, c'est dire si je respecte complètement son travail. Je dirai que ces autrices ont travaillé surtout sur le gauchisme politique, tandis que j'ai essayé d'avoir une approche générale et synthétique incluant le gauchisme culturel – en incorporant d'ailleurs leurs travaux. Je suis pleinement d'accord avec ce qu'elles ont écrit, j'essaye juste d'être plus complet.

Je peux vous donner un exemple de point d'accord, à propos des origines de Mai 68. L'explication classique considère que la révolte des jeunes est provoquée par une inquiétude vis-à-vis d'un avenir matériel : peur du chômage, manque de débouchés. La preuve : la majorité des étudiants grévistes sont étudiants en lettres, filière au futur plus incertain que les carrières scientifiques. C'est une thèse défendue par Pierre Bourdieu aussi bien que par Raymond Aron, aux deux bords de l'échiquier politique, donc. Toutefois, Isabelle Sommier et moi-même avons justement en commun de ne pas nous retrouver dans cette lecture. Pour nous, c'est au contraire une révolte de société d'opulence : c'est précisément lorsqu'on ne s'inquiète plus de ce qu'on va manger demain qu'on peut commencer à s'angoisser sur le sens de son existence.

Dans votre livre, est-ce que vous vous intéressez à la trajectoire individuelle de ces militants ou plutôt à des trajectoires institutionnelles, par l'exemple la façon dont l'idéologie de ces organisations a changé ?

Mon point de départ a été de considérer qu'une vérité ne peut pas être individuelle, mais qu'il faut réfléchir à l'échelle des grandes masses. Combien d'individus comptent ces groupes ? S'agit-il de lycéens ou d'ouvriers ? D'hommes ou de femmes ? Si l'on se passe d'une telle approche sociologique, on risque de pouvoir démontrer ce qu'on veut, car on peut toujours isoler tel ou tel personnage.

Sur le plan des organisations, c'est plus compliqué. Il me semblait indispensable d'expliquer pourquoi ces groupes s'entredéchiraient sur certaines questions, même si cela nous paraît incompréhensible aujourd'hui. Par exemple, le grand débat à l'époque est de savoir si, depuis 1938, les forces productives ont cessé de croître. Il s'agit d'une affirmation de Trotsky qu'une organisation qui se réclame de son héritage continue d'affirmer jusque dans les années soixante, soit en pleine période des Trente Glorieuses ! Mais sans doute n'est-ce pas tant les paroles qui comptent que la musique. On peut s'écharper sur l'exégèse de telle phrase de Marx ou de Trotsky, mais l'essentiel est ailleurs. J'ai essayé d'être fidèle aux textes et à l'intention affichée de leurs auteurs, tout en cherchant derrière le texte des considérants plus importants, même non explicites.

II. LES CHRETIENS ET LE GAUCHISME

Quelle a été la place des militants d'origine chrétienne dans ces mouvements ?

C'est une question sur laquelle j'ai eu du mal à faire une synthèse parce qu'il existe peu de travaux sur la question. Il faut en tout cas distinguer d'une part les militants gauchistes qui sont certes d'origine chrétienne, mais qui cessent de se réclamer du christianisme, et d'autre part les militants qui demeurent chrétiens et s'investissent au nom de leurs croyances.

Ces derniers, les chrétiens révolutionnaires sont très peu nombreux. Un exemple que je cite est celui d'un meeting organisé par Frères du monde, *La Lettre et Témoignage Chrétien*. Ce meeting, qui se tient à Rouen en novembre 1971, rassemble 500 catholiques sur le thème de l'enseignement du Christ comme origine de la pensée égalitariste de 1968, et se termine en chantant *L'Internationale* ! Cela dit, cela reste très marginal en France, comparé aux Etats Unis, où les chrétiens révolutionnaires sont nombreux au sein du courant révolutionnaire. La déchristianisation est passée par là, outre l'imprégnation culturelle du communisme.

En ce qui concerne les premiers, en revanche, c'est-à-dire ces militants qui sont d'origine chrétienne mais qui abandonnent leur croyance pour militer, ceux-là sont très nombreux. La Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC) constitue la colonne vertébrale de cette mouvance : beaucoup de jeunes gens qui ont fait leurs premières armes à la JEC s'investissent ensuite dans des groupes d'extrême gauche. Je ne l'écrirais pas encore, car je n'ai pas de preuve statistique à fournir, mais mon sentiment est que les anciens Jécistes vont plutôt rejoindre les rangs des maoïstes, tandis que du côté trotskyste, la filiation religieuse provient plutôt des courants israélites comme les mouvements sionistes de gauche.

Enfin, il faudrait citer un cas un peu particulier, le Parti socialiste unifié (PSU). Contrairement aux groupuscules précédents, il s'agit d'un véritable parti politique qui va compter entre 10 000 et 15 000 adhérents. On y retrouve nettement deux filières d'adhésion. La

première trouve sa figure emblématique en Charles Piaget, chrétien et ouvrier très investi dans le syndicalisme [et connu pour sa participation à l'expérience autogestionnaire de l'usine Lip à Besançon, ndlr]. Mais le PSU va aussi recruter des gens qui ne viennent pas du christianisme, beaucoup plus révolutionnaires, et qui ne sont pas des ouvriers mais des étudiants. Cette double origine sociale est un cas à part dans la France de ces années-là.

Comment est-ce que les courants gauchistes percevaient l'engagement de ces quelques chrétiens dans leur rang ?

Ma réponse est à prendre avec des réserves, parce que je n'ai pas posé à mes témoins cette question spécifique. Je pense qu'ils ressentiaient le même sentiment que le PC vis-à-vis des « compagnons de route », à savoir un mélange de condescendance voire de mépris et de gratitude sincère. L'impression est qu'ils ont certes fait un bout de chemin, mais qu'ils ne seront pas de vrais révolutionnaires tant qu'ils n'auront pas fait le reste du trajet. Mais ils n'en demeurent pas moins utiles, car ils rendent de grands services, et on a le sentiment qu'on peut compter sur eux. La figure la plus claire est celle de Maurice Clavel, qui est chrétien et gaulliste, mais qui sera utilisé par la Gauche Prolétarienne de diverses façons. C'est aussi le cas de Jean Cardonnel, un Dominicain très sollicité pour prendre la parole dans les meetings.

Aujourd'hui, c'est plutôt la droite qui revendique une filiation avec les milieux chrétiens. Ne faut-il pas s'étonner qu'il n'y ait pas davantage de convergence entre l'extrême gauche et les chrétiens ?

Je ne suis peut-être pas le mieux placé pour répondre à cette question. Mais de manière générale on peut tout de même rappeler que, de 1789 jusqu'en 1890, il y a une identification entre les forces sociales de droite et les forces idéologiques du christianisme. C'est ce que démontrent nettement toutes les études de géographie électorale. Et c'est logique : dès la Révolution, les parlementaires se divisent sur la question du droit de veto à accorder ou non au roi. D'un côté, ceux qui se rattachent à la conception théologico-politique de l'autorité divine du roi, de l'autre ceux qui considèrent que l'autorité ne repose que dans la nation. C'est poser une alternative entre Dieu ou les hommes qui va longtemps structurer le champ politique en France, y compris après le ralliement de l'Église à la démocratie. Mais il est vrai qu'après Mai 68, le monde chrétien a davantage le sentiment de cette convergence avec les forces de gauche, comme en témoigne d'ailleurs le ralliement de la Bretagne à un vote de gauche. Cela reste néanmoins un phénomène secondaire. Les fameuses cartes de France de l'abbé Boulard, qui rapprochaient le vote aux élections présidentielles et la croyance religieuse, restent en bonne partie valables. Mais tout cela est quand même vague, je n'ai pas les moyens intellectuels d'entrer dans les détails d'une telle discussion.

III. LE GAUCHISME AUJOURD'HUI : INSURRECTION, ECOLOGIE ET FEMINISME

Les chapitres centraux de l'ouvrage sont consacrés notamment au rapport de ces groupes à la violence. Dans la mesure où ces groupes n'ont pas, sauf exception, versé dans une violence comparable à la situation de guerre civile en Italie, ne peut-on pas en déduire que la violence de l'extrême-gauche n'est qu'accidentelle, et non pas essentielle à leur projet révolutionnaire ?

La question est rendue compliquée par le fait que la plupart des dirigeants de ces groupes ne sont pas morts en 1968 mais sont devenus des personnages importants : Roland Castro a été architecte, Benny Lévy a été le secrétaire de Jean-Paul Sartre, tandis qu'Edwy Plenel a fait la

carrière que l'on sait dans les médias. Ils ont beaucoup réécrit leur propre histoire, notamment en la pacifiant. Selon eux, le rapport à la violence aurait été métaphorique et d'ordre identitaire. Or, je crois que c'était vraiment central. Il y a là un paradoxe : ces groupes font tout ce qu'ils peuvent pour durcir la lutte des classes, pour antagoniser les rapports entre les acteurs, de telle sorte que cela finisse par une révolution armée. Cela me semble indiscutable. Là où ça se complique, c'est que ces groupes disent cela sans insister sur ce qui constitue le fondement de la révolution armée, à savoir donner et recevoir la mort. On en reste aussi à un plan imaginaire : ils font tout pour aller à la mort, sans se rendre compte de ce que cela veut dire. Annick Coupé, qui a cofondé le syndicat Sud et qui avait été militante maoïste, m'a raconté qu'au moment de son adhésion au parti, on lui avait demandé si elle était prête à mourir pour le parti. « J'avais répondu oui, bien sûr, m'a-t-elle dit. Mais qu'est-ce que cela peut vouloir dire d'être prêt à mourir, quand on a vingt ans ? » Alors on le dit, et on fait tout pour, à terme, prendre ce risque ; mais sans trop savoir ce que cela veut dire. L'exemple le plus net, c'est à Renault qu'on le trouve, durant la période qui va de janvier à février 1972. La direction de la Gauche Prolétarienne (GP) décide qu'il faut franchir un seuil et que pour cela un martyr est nécessaire. Non seulement la direction fait tout pour qu'il y ait des affrontements violents, mais des textes affirment explicitement qu'il faut que les premiers morts soient dans les rangs des maoïstes, afin de justifier la légitime défense. Au début de la campagne Renault, Benny Lévy déclare à ses militants : « Il faut que ça saigne. » Et ça va saigner, puisqu'un policier de l'usine va tirer sur un militant, Pierre Overney, qui décède. Or, lorsque Benny Lévy apprend sa mort, malgré ses propos précédents, il éclate en sanglot. Ce jour-là, c'est la vision imaginaire qui tombe. On arrête de jouer : à la fois on ne jouait pas, et pourtant on jouait aussi. C'est alors le début de la fin.

Peut-on dire que les appels à « l'insurrection » ont pris le relais de l'idée de révolution dans l'imaginaire de l'extrême gauche aujourd'hui ?

J'ai coutume de dire à mes étudiants que les polémiques proviennent très majoritairement du fait qu'on ne s'entend pas sur les termes qu'on utilise. L'insurrection est l'un d'eux, il est très polysémique. Parle-t-on par métaphore, ou désigne-t-on une réalité, c'est-à-dire prendre les armes pour tuer des gens ? Si on prend le terme en son sens propre, le grand changement qui a eu lieu pour les gauchistes est qu'ils ont cessé de croire à l'idée révolutionnaire classique. Autre de 1968, cette idée avait deux formes. Il s'agissait de prendre le palais d'hiver, et c'est la révolution violente, provoquée par les tirs de la police, sur le modèle de 1830, 1848 ou 1871. La deuxième forme est d'origine maoïste et s'inspire d'une vision un peu fantasmée de la Longue Marche. Il s'agit de libérer un à un les territoires, notamment à partir des banlieues et des cités HLM en particulier, les ouvriers se constituant en milices armées qui encerclent les villes. Ces deux modèles ont disparu. Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), par exemple, qui est l'un des principaux groupes trotskystes, a déclaré explicitement qu'il renonçait à la violence. La tendance dominante est donc à la pacification de l'extrême gauche. Certes, Action Directe ne s'est jamais convertie à la lutte pacifique, et est demeurée dans un fantasme qui l'a conduit à assassiner des gens désarmés. On a aussi pu écrire des choses étranges sur le sabotage comme procédé efficace dans la lutte des classes. Mais en termes de tendances dominantes, le gauchisme est aujourd'hui soluble dans la démocratie.

Comment analyser aujourd'hui la cristallisation de l'écologie en mouvement politique ? Où situer les mouvements écologiques par rapport à cette distinction entre gauchisme politique et gauchisme culturel ?

Je crois que l'écologie est le refus du gauchisme politique et la victoire du gauchisme culturel. L'écologie est certes issue de Mai 68 et du gauchisme, mais – et ce *mais* est important – avec un détour. J'ai fait une étude de l'apparition du terme dans la littérature d'extrême gauche, et j'ai constaté que les gauchistes lui étaient initialement hostiles. Ils comprennent l'écologie comme une préoccupation de petit bourgeois, alors que leur véritable objectif est de convaincre la classe ouvrière. L'écologie prétend lutter contre la consommation, tandis que les ouvriers, pensent-ils, veulent au contraire pouvoir consommer davantage. Enfin, l'écologie se bat selon eux pour un air et une eau plus purs, alors qu'il s'agit de faire la révolution. L'idée est d'ailleurs que la révolution une fois venue régler tous les problèmes. De sorte que les écologistes qui émergent en 1972-1974 viennent en majorité du gauchisme, mais l'ont critiqué. La révolution ne suppléera pas à tout, et il faut sans attendre lutter contre les centrales nucléaires, etc. D'où le fait que, incidemment, lorsque de nombreux militants cessèrent de croire que la révolution était imminente, un nombre non négligeable d'entre eux passèrent chez les écologistes (cela s'observe particulièrement dans le cas d'anciens maoïstes), en leur fournissant des cadres et des références politiques. C'est une des raisons pour lesquelles les écologistes, force pourtant fondamentalement pro-européenne, adoptent en 2005 une position ambiguë touchant le projet de constitution européenne. Le mouvement écologiste actuel a donc un lien direct avec cette histoire du gauchisme, même si désormais de nouvelles générations émergent en apportant d'autres questions.

Nous pourrions d'ailleurs dire la même chose pour la question du féminisme. Le féminisme est clairement issu du gauchisme, mais aussi par l'intermédiaire de sa critique. Ici encore, les groupes gauchistes considéraient que la révolution allait nécessairement rétablir l'égalité des genres. De même, constatant que les réactions les plus objectivement antiféministes provenaient des ouvriers, plusieurs d'entre eux considéraient qu'il ne fallait pas trop heurter de front la classe qu'il convenait de séduire. Comme le montre la composition du comité de rédaction du *Torchon brûle*, de nombreuses militantes du Mouvement de libération des femmes (MLF) sont issues du gauchisme, mais ont cessé d'attendre que l'égalité femmes-hommes soit le simple résultat de la révolution.